



N° 21-004-XIF au catalogue

L'agriculture canadienne en 2005 : Bilan d'une année difficile

Juin 2006

Par Verna Mitura et Mike Trant

Division de l'agriculture
12-A2, immeuble Jean-Talon
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole renferme des articles mettant en lumière des renseignements statistiques ayant pour thème l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Les points de vue sur les politiques, qu'ils soient formulés explicitement, inférés ou interprétés à partir du contenu de cet article, ne reflètent pas les points de vue de Statistique Canada ou d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'analyse et l'interprétation des données sont la responsabilité de l'auteur ou des auteurs.

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole

ISSN 1481-9007

REGARDS est un bulletin publié par la Division de l'agriculture de Statistique Canada et distribué aux utilisateurs de données agro-alimentaires et rurales.

Rédacteurs : Michael Trant et Verna Mitura

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à :

Numéro de téléphone sans frais : 1 800 465-1991

Les abonnements sont disponibles par la poste ou par télécopieur auprès de :

Rédacteur - *Regards*
 Division de l'agriculture
 Statistique Canada
 12^e étage, immeuble Jean-Talon
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0T6

Internet : agriculture@statcan.ca
 Télécopieur : (613) 951-3868

Le produit n° 21-004-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Notre catalogue de produits et services est offert sans frais sur demande.

Normes de services à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.

Remerciements particuliers à : Josée Bourdeau et Mélanie Lefebvre.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- ^p préliminaire
- ^r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- A excellent
- B très bon
- C bon
- D acceptable
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Agriculture : Perspective 2005

La baisse marquée du revenu net d'un grand nombre d'agriculteurs a été un grand défi pour le secteur agricole canadien en 2005. Des facteurs comme l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), les inondations, le gel, les prix peu élevés des céréales et la hausse des prix de l'énergie ont exercé des pressions financières. Les agriculteurs attirent l'attention du public sur les difficultés du secteur agricole en organisant de nombreuses assemblées publiques et manifestations dans tout le pays.

La production record de canola, de maïs et de soya au Canada en 2005 est survenue à un moment où la production et les stocks mondiaux étaient également à des niveaux élevés, ce qui a provoqué une forte chute des prix internationaux. Par ailleurs, les inondations printanières dans certaines régions du Manitoba ont dévasté les cultures de nombreux agriculteurs.

Un événement important dans le secteur du bétail au Canada a été l'ouverture en juillet 2005 de la frontière des États-Unis aux importations de bovins et de veaux canadiens (de moins de 30 mois) après une interdiction de 26 mois en raison de l'ESB. Les prix des bovins au pays et sur les marchés de l'exportation se sont améliorés avec la reprise du commerce nord-américain de ces jeunes animaux, mais ils sont demeurés bien au-dessous de la moyenne quinquennale précédente (2000 à 2004). La valeur économique des animaux plus âgés et des animaux de réforme a continué de subir de durs contrecoups, étant donné que ceux-ci ne pouvaient pas être mis en marché à l'extérieur du Canada.

Bien qu'il ne soit pas possible de couvrir ici tous les événements agricoles de 2005, nous voulons en fournir un aperçu et mettre en perspective un secteur agricole canadien complexe et changeant en présentant les activités de la ferme jusqu'au consommateur.

Vue d'ensemble du secteur agricole

► Emploi

Un peu plus de 350 000 Canadiens sont employés sur des fermes canadiennes, ce qui correspond à environ 2 % de la population active. La population agricole, soit environ 727 000 personnes, constitue 2 % de la population canadienne et environ 12 % de la population rurale.

De son côté, l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons emploie directement 287 000 personnes, soit 14 % de l'emploi total dans le secteur manufacturier. La transformation des aliments est la deuxième industrie manufacturière au Canada, après celle de la fabrication de matériel de transport.

► Activités économiques

Le Canada est une économie qui a atteint la maturité en ce qui a trait à la contribution générale de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB). Les industries alimentaires et agricoles¹ représentent

1. Y compris les intrants agricoles, la production primaire, la transformation alimentaire, la vente d'aliments en gros et au détail et les services alimentaires.

ensemble environ 8 % du PIB canadien. Les exportations et les importations agricoles canadiennes représentent chacune environ 2 % du PIB.

Le PIB canadien constitue 2 % du PIB mondial total, et la population canadienne correspond à 0,5 % de la population mondiale. Les Canadiens produisent un peu plus de 1 % des aliments mondiaux et consomment 0,6 % de la production alimentaire mondiale (FAO, 2005).

Les ventes dans le secteur agricole primaire au Canada ont atteint près de 41 milliards de dollars en 2002, soit le double des niveaux d'il y a 15 ans. L'augmentation des ventes de produits agricoles canadiens est étroitement liée à l'augmentation des exportations agricoles entraînée par la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1990.

► **Gestion des ressources**

Le Canada exploite 46 millions d'hectares de terres agricoles arables, soit 5 % de la superficie totale du Canada, laquelle est de 922 millions d'hectares. Les terres agricoles au Canada représentent un peu plus de 3 % du 1,4 milliard d'hectares de terres arables dans le monde (FAO, 2005). Le Canada possède la septième superficie de terres agricoles arables dans le monde, après les États-Unis (13 %), l'Inde (12 %), la Chine (10 %), la Russie (9 %), le Brésil (4 %) et l'Australie (4 %).

De nombreux agriculteurs canadiens ont élaboré des plans de gestion environnementale qui font l'équilibre entre les exigences opérationnelles des activités agricoles et une saine intendance environnementale. Une bonne intendance de la terre et de l'eau par les agriculteurs a toujours été importante, mais les demandes de la société quant à la protection des ressources naturelles sur le plan intérieur et sur le plan international ont conduit à une plus grande sensibilisation à cet égard.

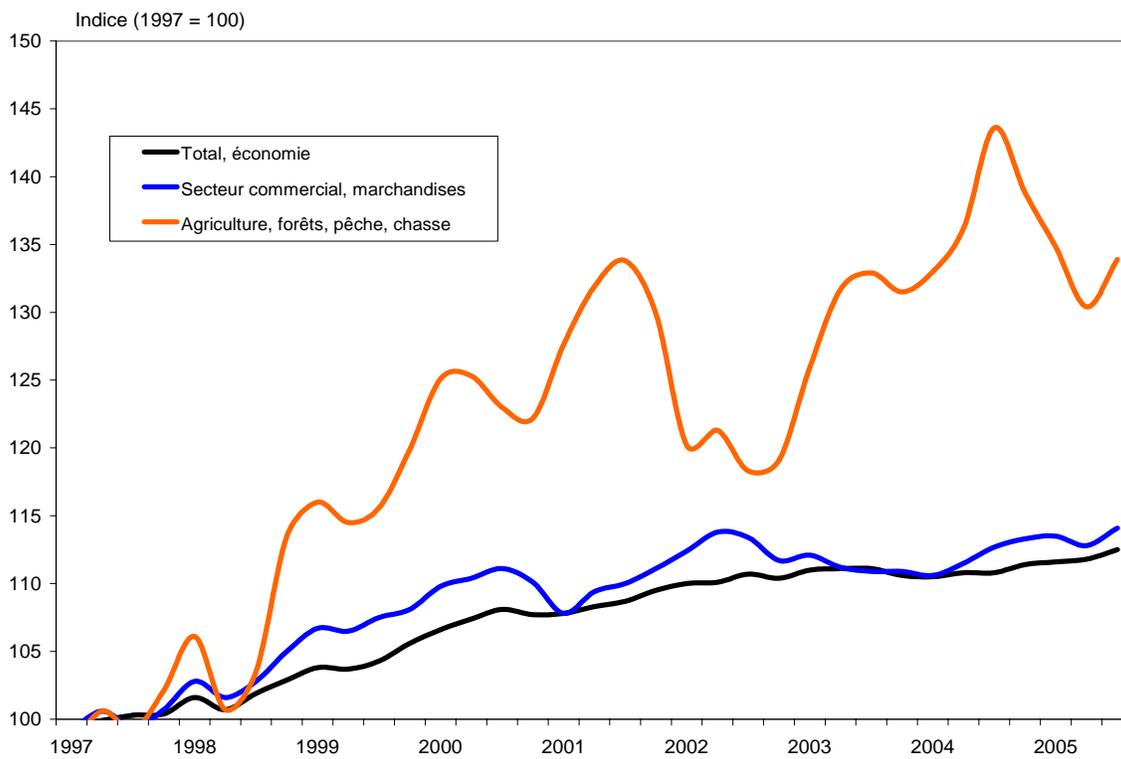
► **Productivité**

La productivité du travail est mesurée en tant que rapport du PIB réel par heure travaillée. Dans le secteur agricole², la productivité du travail a augmenté à un taux annuel moyen d'un peu moins de 6 % entre 1997 et 2002, soit le taux le plus rapide de tous les secteurs industriels importants et presque trois fois celui de la moyenne nationale. Ce gain de productivité s'explique par le fait que les agriculteurs ont adopté de nouvelles technologies qui permettent l'économie de main-d'œuvre et qui facilitent la production. Au cours de cette période, la productivité dans le secteur de la fabrication de produits alimentaires a augmenté à un taux annuel de 2 %, soit un taux comparable à celui de la moyenne nationale générale.

En 2002, la productivité du travail dans le secteur agricole a subi une baisse marquée en raison surtout des sécheresses consécutives dans les provinces des Prairies en 2001 et 2002, qui ont réduit de façon importante la production de cultures. Plus récemment, la productivité du travail dans le secteur agricole a été forte en 2004, mais a chuté en 2005 quand les prix du marché de nombreux produits ont diminué.

2. Comprend le secteur agricole, forestier, de la pêche et de la chasse.

Figure 1 La productivité du travail dans le secteur au Canada dépasse le rendement des autres secteurs de l'économie



Le nombre de tracteurs par millier d'hectares constitue une statistique intéressante et fait la lumière sur la productivité. Le Canada compte 16 tracteurs par millier d'hectares, soit le nombre le plus bas par millier d'hectares de tous les pays du G-7. Les États-Unis en déclarent 27; la France, 69; l'Allemagne, 80; le Royaume-Uni, 87; l'Italie, 200; et le Japon, qui signe le record mondial en l'occurrence, le nombre extraordinaire de 459 tracteurs par millier d'hectares (FAO, 2005). Cette réalité illustre l'extensification, contrairement à l'intensification, de l'agriculture canadienne. Les exploitations agricoles canadiennes occupent des superficies relativement importantes exploitées à l'aide de machines qui peuvent couvrir plus d'hectares par machine.

Finance des fermes

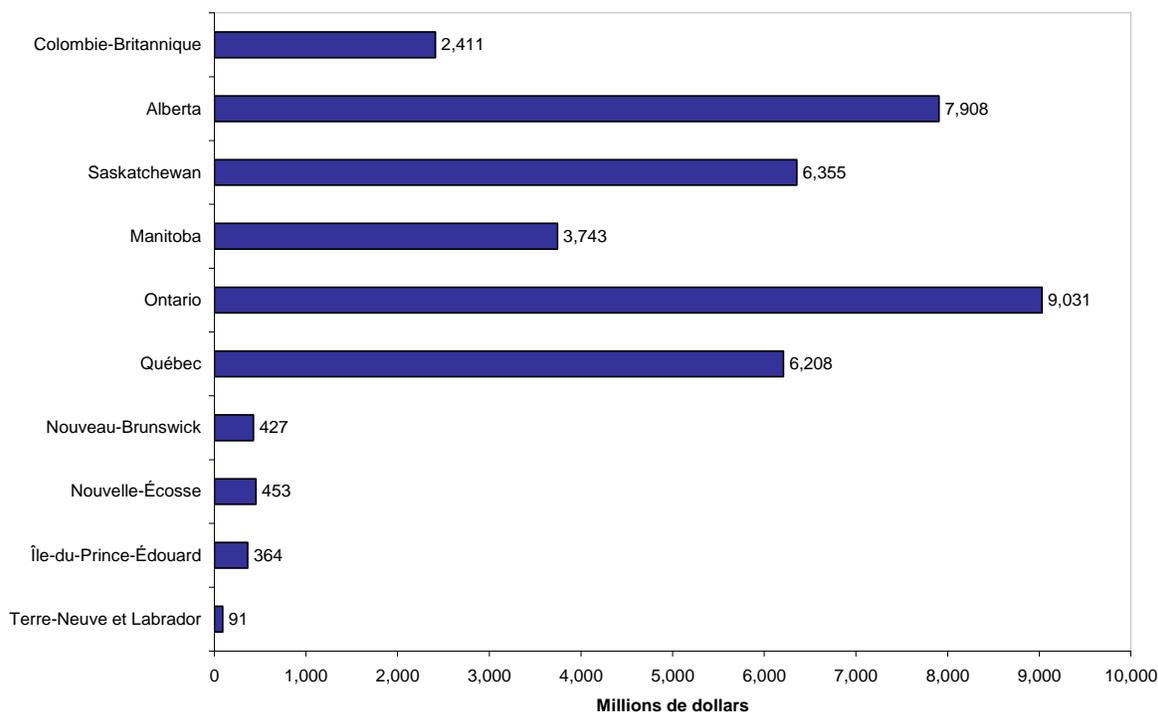
► Les recettes monétaires agricoles ont crû en 2005, mais le revenu net réalisé a chuté

En 2005, les recettes monétaires agricoles totales canadiennes ont augmenté de 1 % par rapport à 2004 pour atteindre 37 milliards de dollars. La hausse des recettes tirées des bovins et des veaux a plus que compensé la baisse des recettes des cultures et des porcs.

Les dépenses d'exploitation agricole ont crû de 2 % à l'échelle nationale et dépassaient de 6 % la moyenne quinquennale précédente. Près des deux tiers de l'augmentation des dépenses d'exploitation brutes sont attribuables au niveau record des coûts du carburant, qui ont dépassé de 20 % les niveaux de 2004.

Le revenu net réalisé — la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation des agriculteurs, moins l'amortissement, plus le revenu en nature — a baissé de près de 8 %, pour se fixer à un peu plus de 2 milliards de dollars. Ce chiffre était inférieur de 8 % à la moyenne quinquennale précédente.

Figure 2 Recette monétaires agricoles par province, Canada, 2005



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0002.

► **Le recul des marges d'exploitation touche davantage les petites exploitations agricoles**

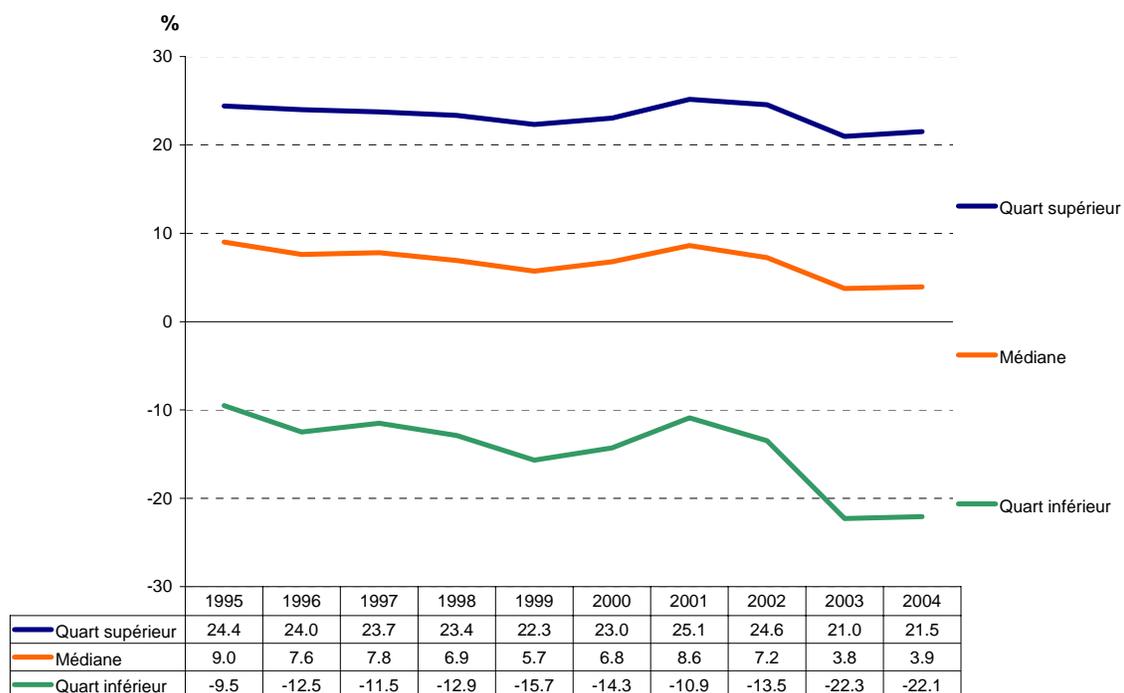
Les marges d'exploitation constituent une mesure du rendement des immobilisations, de la main-d'œuvre et de la gestion. Elles correspondent au revenu brut, moins les dépenses en espèces et les dépenses hors caisse (c'est-à-dire l'amortissement) divisés par le revenu d'exploitation total.

Les marges d'exploitation agricole au Canada ont reculé, de façon générale, au cours de la dernière décennie. La marge d'exploitation médiane des fermes ayant un revenu brut d'au moins 10 000\$ a reculé de 9 % en 1995 pour se fixer à tout juste en dessous de 4 % en 2003 et en 2004. En d'autres mots, en 2004, la moitié des fermes ont touché plus de 4 cents de revenu d'exploitation net par dollar de revenu brut, et la moitié d'entre elles ont touché moins de 4 cents.

Le recul le plus important en ce qui concerne les marges d'exploitation agricoles a été enregistré par le quart des fermes dont les marges d'exploitation sont les plus faibles. En 1995, le quart de fermes ayant enregistré les marges d'exploitation les plus faibles avaient enregistré des marges de -10 % ou moins, mais, en 2003 et en 2004, ces marges d'exploitation avaient chuté à -22 % ou moins. En

d'autres mots, le quart des fermes qui ont enregistré les marges d'exploitation les plus faibles ont perdu 22 cents ou plus par dollar de revenu brut. En revanche, le quart des fermes dont les marges d'exploitation sont les plus importantes ont enregistré des marges de 21 % ou plus par année de 1995 à 2004.

Figure 3 Les marges d'exploitation des fermes¹ ayant les marges les plus faibles ont subi un recul marqué, Canada, 1995 à 2004



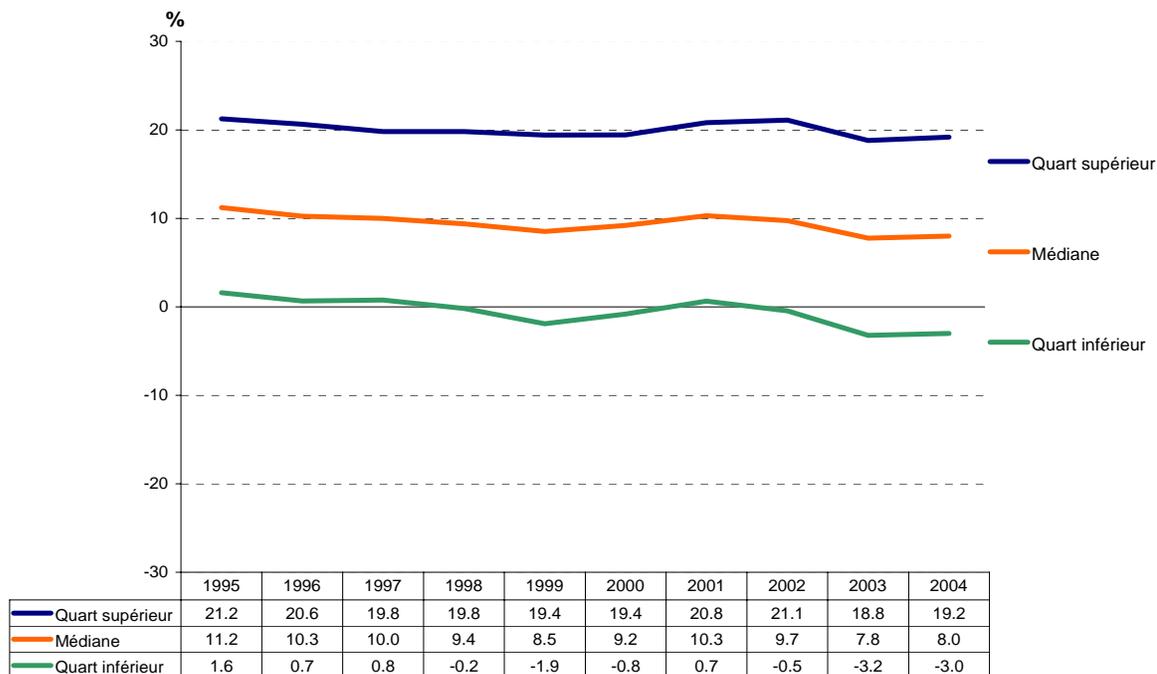
Nota : Les chiffres font référence aux limites des quartiles.

1. Fermes ayant un revenu brut de 10 000 \$ ou plus.

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

Les fermes ayant enregistré un revenu agricole brut plus élevé ont bénéficié dans l'ensemble de marges plus importantes. Par exemple, les marges d'exploitation médianes des fermes ayant des revenus de 100 000 \$ ou plus ont été de 11 % en 1995 et de 8 % en 2003 et en 2004. Par conséquent, avant la provision au titre du rendement des capitaux propres ou du rendement du travail non rémunéré, la moitié des fermes ont déclaré un bénéfice net d'exploitation (rajusté pour la déduction pour amortissement) de plus de 8 % de leur revenu brut. Le quart des fermes ayant les marges d'exploitation les plus faibles en 2003 et 2004 avaient des marges d'exploitation de -3 % ou moins tandis que le quart des fermes ayant les marges d'exploitation les plus importantes pour ces mêmes années ont affiché des marges d'exploitation de 19 % ou plus.

Figure 4 Les marges d'exploitation des grandes fermes¹ ont accusé un léger recul, Canada, 1995 à 2004



Nota : Les chiffres font référence aux limites des quartiles.

1. Fermes ayant un revenu brut de 100 000 \$ ou plus.

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

► Le rendement des capitaux propres des fermes au Canada a augmenté, mais varie selon la province

Le rendement des capitaux propres des fermes a augmenté de presque 2 % en 2004 pour atteindre 186 milliards de dollars, l'augmentation de l'actif des fermes ayant dépassé légèrement celle du passif. La valeur du territoire agricole a poursuivi sa croissance depuis 1988, ayant augmenté de 2 % en 2004.

Toutes les provinces n'ont pas pris part égale à la croissance du rendement des capitaux propres. En 1987, par exemple, le rendement des capitaux propres des fermes en Ontario, en Alberta et en Saskatchewan s'élevait à environ 27 milliards de dollars (en dollars constants de 1992) dans chacune de ces provinces. En revanche, en 2004, le rendement des capitaux propres (calculé en dollars constants) des fermes en Ontario et en Alberta avait augmenté de façon importante pour s'élever à 41 milliards de dollars et 38 milliards de dollars respectivement, tandis que le rendement des capitaux propres des fermes en Saskatchewan avait de façon générale suivi une tendance à la baisse, pour s'établir à 23 milliards de dollars en 2004.

Pour le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador, les valeurs des capitaux propres agricoles sont demeurées relativement constantes. Le rendement des capitaux propres des fermes au Québec et en Colombie-Britannique a suivi une tendance supérieure. Pour les autres provinces Maritimes, les capitaux propres agricoles ont chuté de façon plutôt marquée entre 2002 et 2004, quand la conjoncture économique s'est dégradée.

Figure 5 La Saskatchewan a connu le recul le plus important du rendement des capitaux propres au cours de la dernière décennie

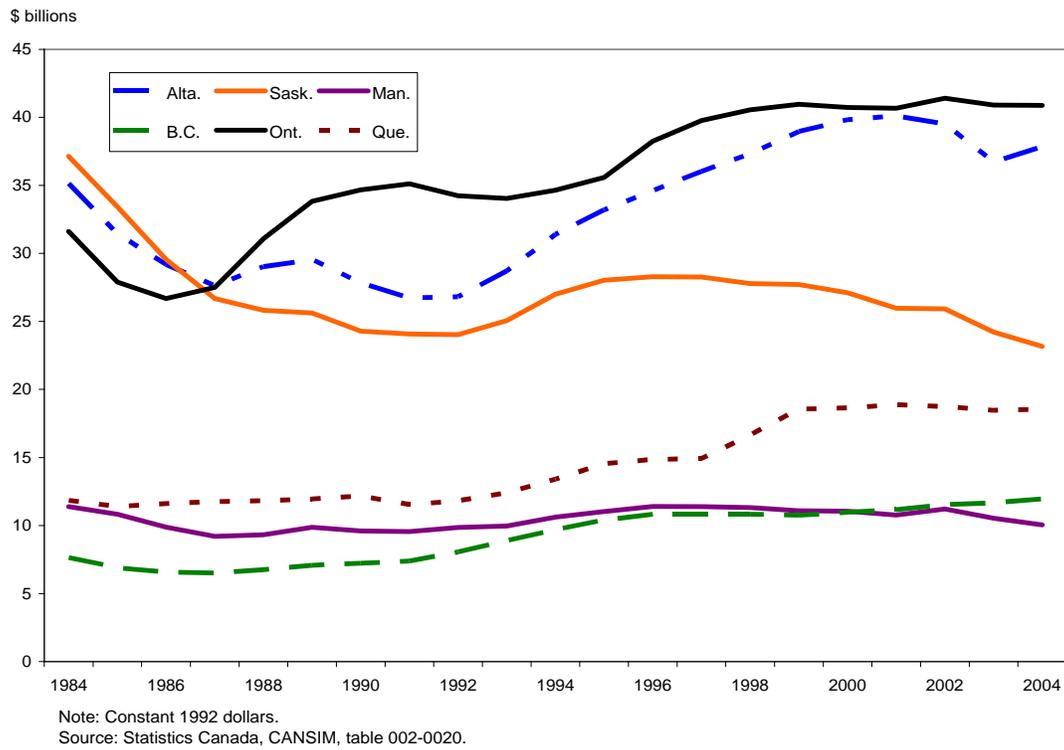
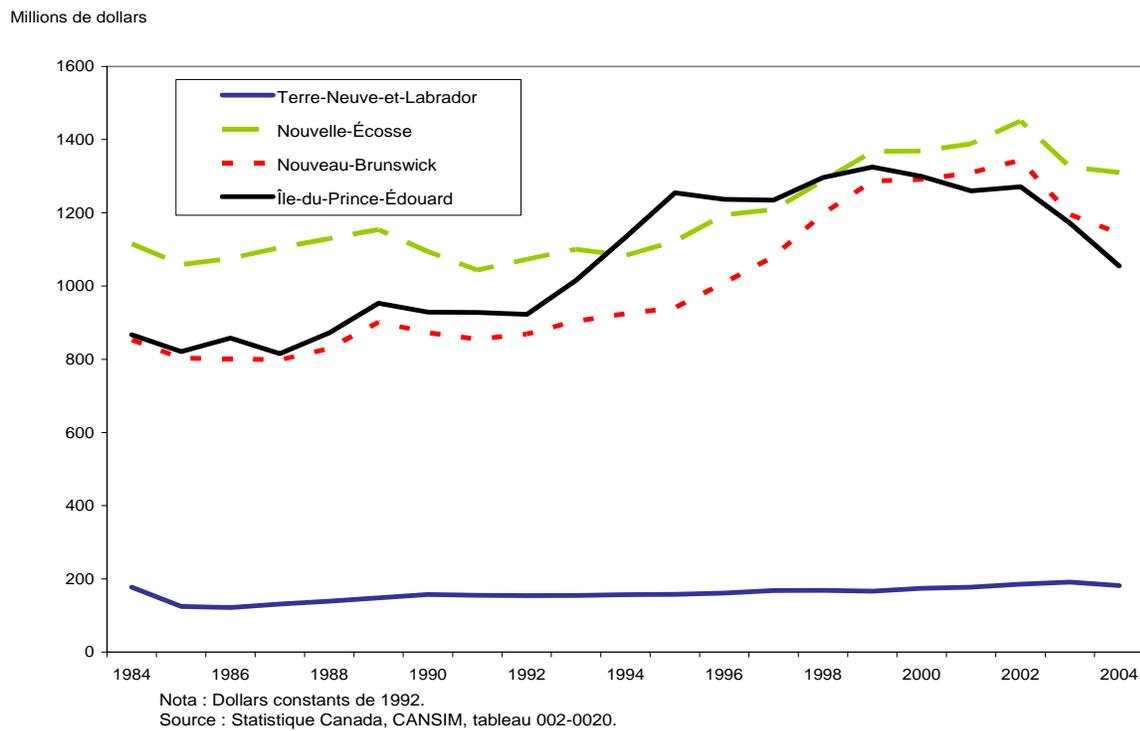


Figure 6 Le rendement des capitaux propres des fermes a diminué dans les provinces Maritimes entre 2002 et 2004



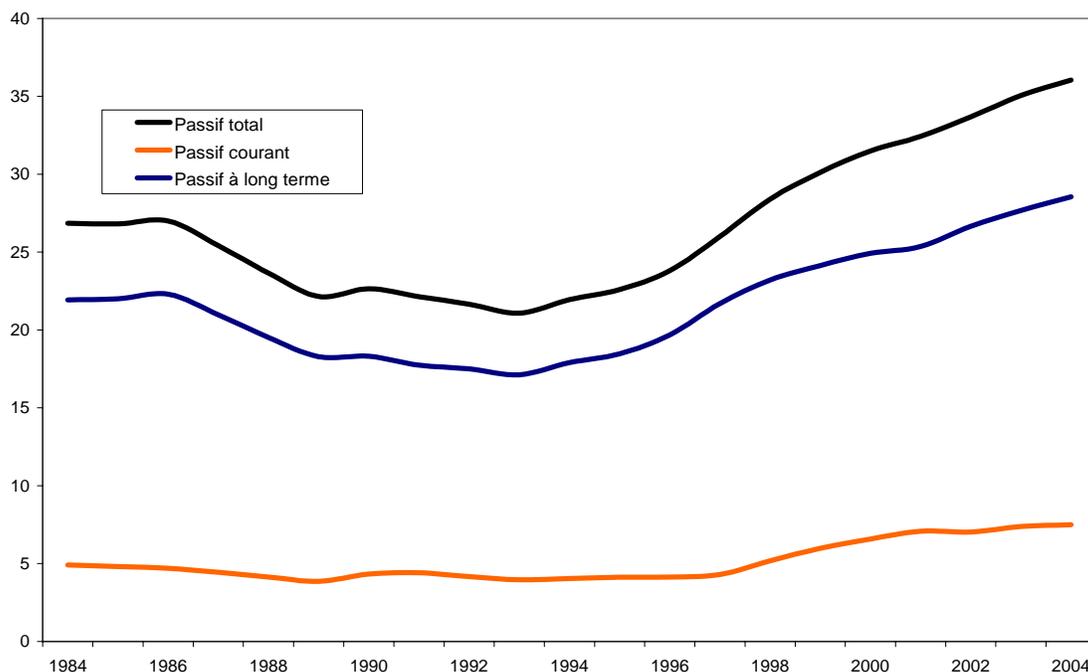
La croissance élevée du rendement des capitaux propres des fermes est positive pour les propriétaires actuels de l'actif agricole, mais des difficultés sont susceptibles de survenir quant à l'expansion des fermes, aux transferts intergénérationnels de l'actif et aux coûts plus élevés de l'utilisation de l'actif dans la production agricole.

Le passif agricole au Canada a atteint 45 milliards de dollars en 2004. Environ 80 % du passif agricole en 2004 était constitué d'un passif à long terme et 20 % était un passif à court terme (à rembourser durant l'année en cours).

Le passif des fermes a augmenté de façon marquée au cours de la dernière décennie. Entre 1994 et 2004, en dollars constants, le passif total des fermes a augmenté de 64 % : le passif à long terme a augmenté de 59 % tandis que le passif à court terme s'est accru de 85 % au cours de cette période.

Figure 7 Le passif des fermes au Canada a monté en flèche durant la dernière décennie

Milliards de dollars



Nota : Dollars constants de 1992.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0020.

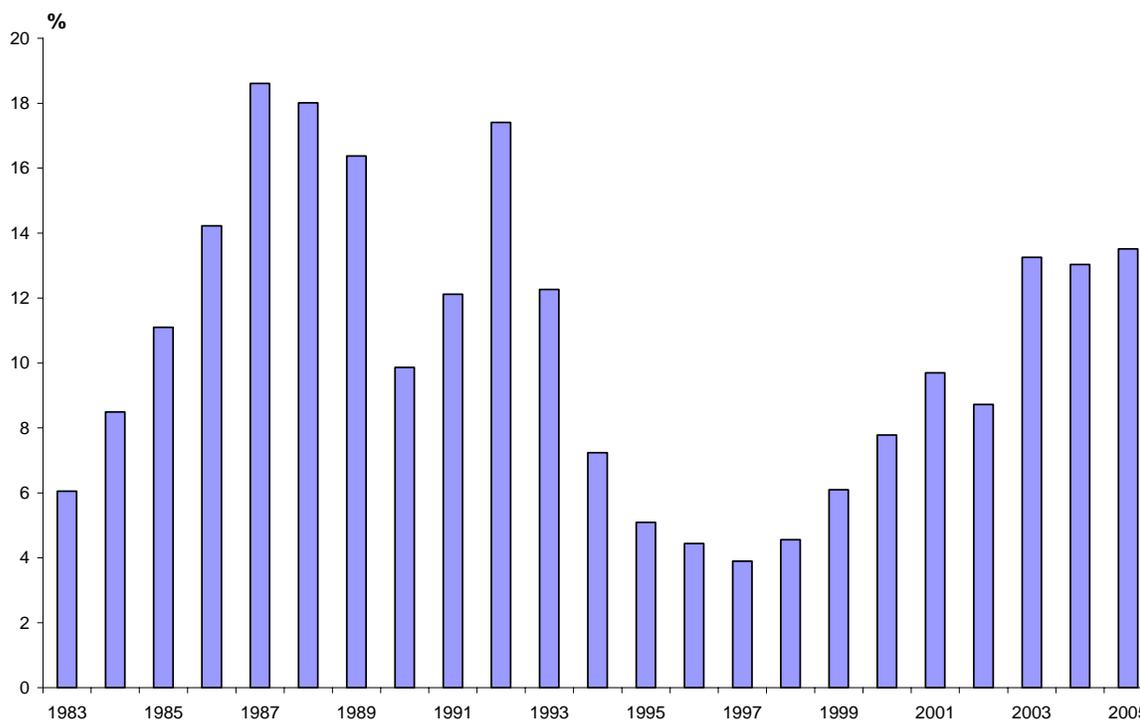
► Paiements de programmes ont atteint un sommet en 2005

Les producteurs ont reçu la somme record de 5 milliards de dollars en paiements de programmes. Ce chiffre correspond à 14 % de leur revenu brut total en 2005. Les paiements de programmes ont augmenté de 3 % par rapport à 2004, alors que l'augmentation des paiements du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et du Programme de paiement du revenu agricole a

compensé la baisse des retraits du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) et des paiements de stabilisation provinciaux.

Tandis que les paiements de programmes ont atteint des niveaux records en dollars non indexés en 2005, si on les compare aux paiements de programmes en tant que pourcentage des ventes agricoles totales, ou, en d'autres mots, si on les mesure par rapport à la taille de l'industrie en fonction des ventes, des niveaux supérieurs d'aide ont été fournis dans la dernière partie des années 1980 (principalement en raison des paiements en vertu du Programme spécial canadien pour les grains).

Figure 8 Les paiements de programmes en tant que pourcentage des ventes agricoles ont été les plus élevés en 1987



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0004

Secteurs agricoles

► Les prix des cultures ont accusé une baisse marquée en 2005

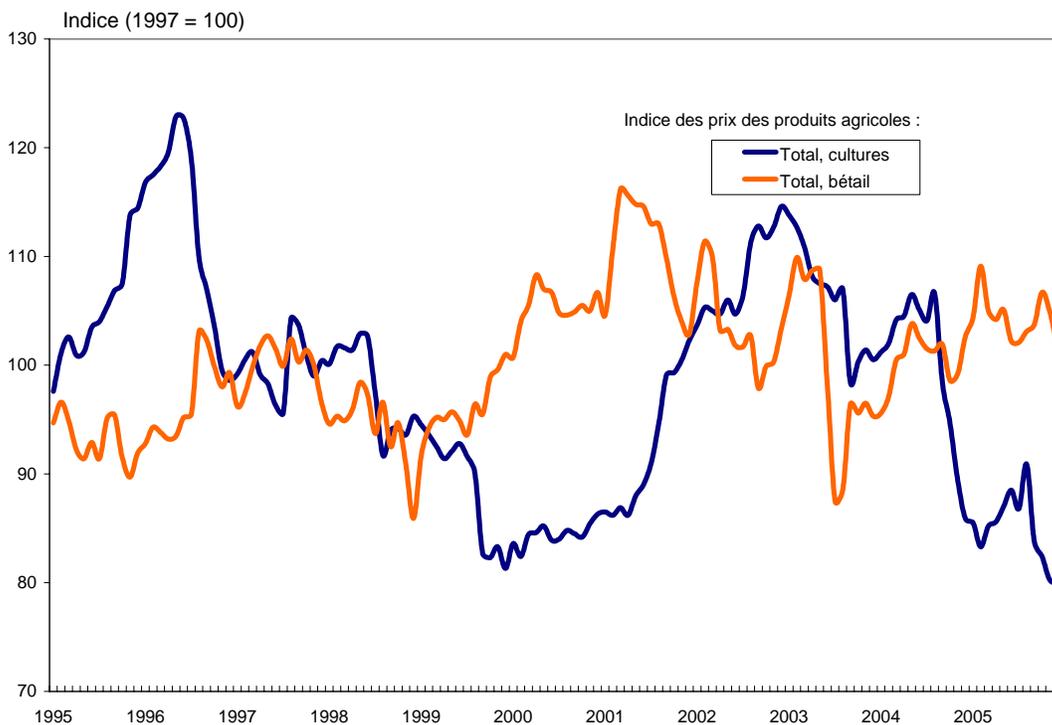
Les prix payés aux agriculteurs canadiens pour certaines cultures ont continué d'être sensibles au niveau élevé de la production en Amérique du Nord en 2005 et à une offre mondiale importante. Par ailleurs, la hausse importante de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire le rendement des exportations agricoles canadiennes vendues en dollars américains.

Selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA), les producteurs ont reçu pour leurs cultures des prix inférieurs de 15 % à ceux de l'année précédente, poursuivant ainsi la tendance à la baisse des prix

d'une année à l'autre amorcée à l'été 2003. La production quasi record de céréales et d'oléagineux au Canada et aux États-Unis en 2005 a ajouté aux approvisionnements déjà importants. Par ailleurs, les conditions de croissance dans plusieurs régions du Canada ont nui à la qualité de certaines cultures. L'IPPA pour l'ensemble des cultures en 2005 a été à son plus bas niveau depuis le début des années 1990. La faiblesse des prix a incité les agriculteurs à demander au gouvernement fédéral une aide spéciale pour le secteur des cultures.

À la fin de 2005, les prix du bétail et des produits d'origine animale étaient de 5 % supérieurs au niveau de 2004. Les marchés des bovins ont commencé à se redresser au moment de la réouverture de la frontière au commerce des animaux vivants en juillet 2005. Les prix à la hausse des bovins, des veaux et des produits laitiers ont soutenu cette croissance à la fin de 2005, mais les prix du porc, des œufs et de la volaille ont continué leur descente d'une année à l'autre.

Figure 9 Les prix des cultures ont subi un recul marqué tandis que les prix du bétail commencent à se redresser



► **Ouverture de la frontière à l'exportation des bovins canadiens en juillet 2005**

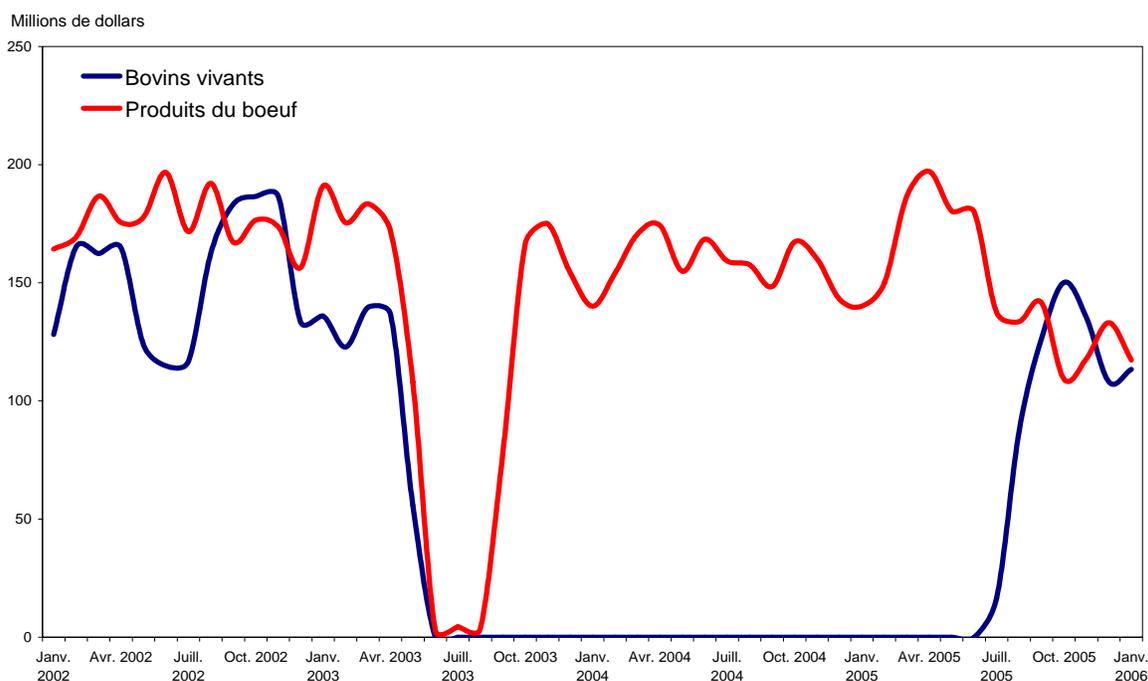
Les exportations canadiennes de bovins et de veaux vivants (de moins de 30 mois) ont repris la destination des États-Unis le 18 juillet 2005. Les bovins de reproduction, les animaux de réforme et la viande des animaux plus âgés sont toujours visés par une interdiction d'entrée sur le marché américain. La résilience du marché des bovins de boucherie en Amérique du Nord est devenue apparente quand les exportations de bovins vivants ont approché les niveaux d'avant l'ESB en octobre 2005. Cette

reprise est importante, particulièrement dans un contexte où il n'y a aucun commerce pour les animaux de reproduction ou les animaux de réforme.

En 2005, les recettes du marché des producteurs de bovins ont dépassé 6 milliards de dollars, en hausse de 26 % par rapport à 2004, mais en baisse de 2 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. Les recettes de l'exportation des bovins et des veaux vivants sont passées de zéro en 2004 à 655 millions de dollars dans la deuxième moitié de 2005.

La baisse des exportations de viande de bœuf a partiellement fait contrepoids à l'augmentation des exportations de bovins vivants au cours de la deuxième moitié de 2005. Une partie de ce recul s'explique par la grève syndicale de trois semaines à la Lakeside Packers en Alberta à la fin d'octobre et au début de novembre 2005.

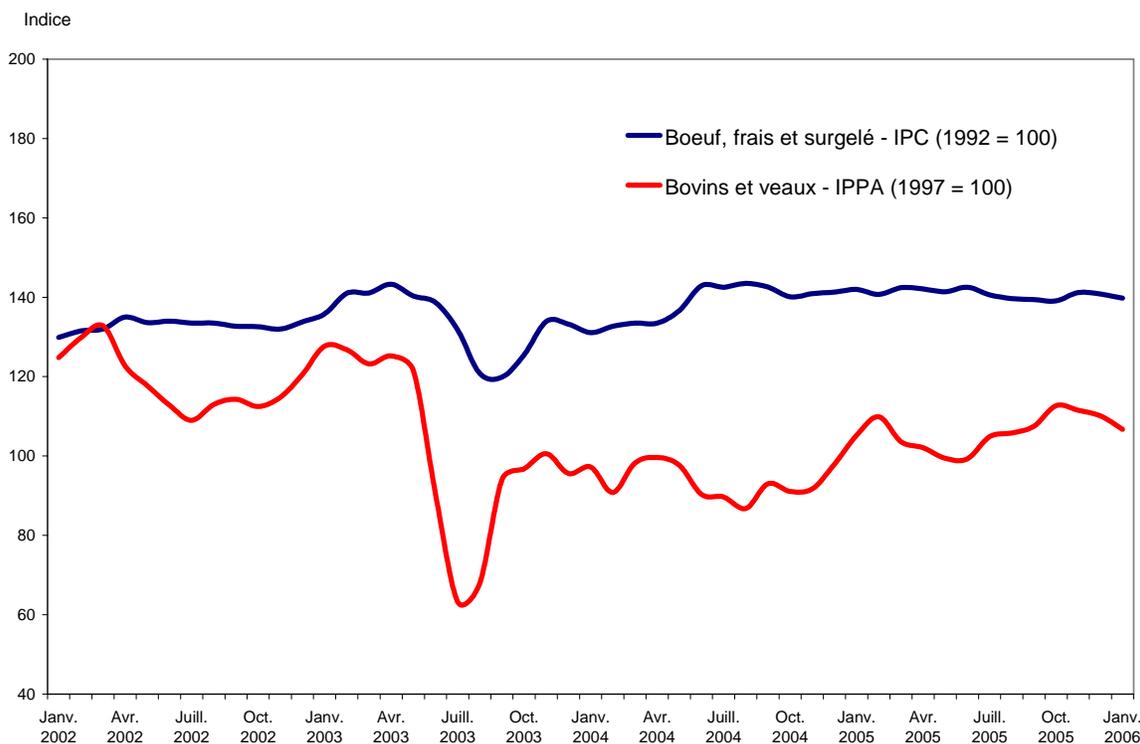
Figure 10 Les exportations canadiennes de bovins vivants ont connu une reprise par suite de l'élimination des interdictions commerciales des États-Unis



Source : Statistique Canada, Division du commerce international, Commerce international de marchandises du Canada.

La réouverture de la frontière américaine a contribué à relancer le prix des bovins et des veaux mis en marché au Canada. Le prix moyen des bovins d'abattage en 2005 a augmenté de 8 %, tandis que le prix moyen des animaux d'engraissement s'est accru de 32 % en 2004.

Figure 11 Les prix à la ferme des bovins et des veaux au Canada se redressent lentement après les faibles niveaux attribuables à l'ESB



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 326-0001 et 002-0021.

En 2004, les producteurs ont envoyé à l'abattage un nombre record de 4 millions de bovins, soit 27 % de plus qu'en 2003. Malgré ce record d'abattage, le cheptel de bovins du Canada s'élevait à 17,3 millions de têtes en juillet 2005, en hausse de 12 % comparativement à juillet 2002. Le 1^{er} janvier 2006, le nombre de têtes de bovins sur les fermes était estimé à 14,8 millions, soit le premier recul en trois ans, mais il y avait toujours 1,3 million de têtes de plus qu'au 1^{er} janvier 2003. En outre, 92 % de ces animaux se trouvaient sur des fermes dans les provinces des Prairies de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Réagissant à la situation créée par l'ESB, le gouvernement du Canada, en collaboration avec l'industrie, a lancé de nouvelles initiatives destinées à accroître la capacité de transformation des viandes du Canada et à réduire la dépendance du secteur des bovins au marché des États-Unis.

► **Porcs : recul des exportations d'animaux et hausse des exportations de viande**

Les recettes monétaires des producteurs de porcs ont reculé de 8 % en 2005, pour se fixer tout juste en dessous de 4 milliards de dollars, principalement en raison de la baisse des prix à l'abattage et du recul des mises en marché d'animaux destinés à l'abattage au Canada et à l'exportation internationale. Malgré ces reculs, les recettes tirées des porcs étaient de 8 % supérieures à la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes provenant du commerce international des porcs ont augmenté de 7 % en 2005 par suite de la hausse des prix de 9 %. Malgré un recul de 4 % des exportations de porcs, le nombre d'animaux

exportés était toujours de 31 % supérieur à la moyenne quinquennale précédente. En outre, le Canada a exporté 1 million de tonnes de porc en 2005, soit un volume record évalué à 2,8 milliards de dollars.

► **Augmentation des recettes agricoles tirées des produits laitiers**

Les recettes agricoles pour le lait et la crème ont augmenté de 5 % en 2005, les prix s'étant accrus de 7 %. Les producteurs canadiens ont vendu 7,57 millions de kilolitres de lait en 2005, soit une baisse dépassant 1 % attribuable au recul des ventes de lait de transformation. Les ventes de lait de transformation, qui constituent près de 62 % de tout le lait vendu, se sont élevées à 4,68 millions de kilolitres, tandis que les ventes de lait de consommation ont augmenté légèrement pour atteindre 2,89 millions de kilolitres.

► **Production record de maïs, de soya et de canola**

En 2005, la production des principales céréales, des principaux oléagineux et des cultures spéciales des agriculteurs canadiens s'est élevée à 59,6 millions de tonnes.

Dans l'Est du Canada, les conditions favorables ont entraîné une production record de maïs et de soya. Étant donné le printemps sec, il a été possible d'ensemencer une grande superficie en soya dans de bonnes conditions, mais les producteurs ont fait face à de nombreux défis de production, dont les insectes, les maladies et les conditions météorologiques défavorables.

Pour les agriculteurs des Prairies, la production de canola en 2005 a fait un bond de 26 % pour atteindre 9,5 millions de tonnes, résultat d'un rendement record de 1 800 kg à l'hectare (32,6 boisseaux à l'acre) et d'une augmentation de la superficie récoltée par rapport à 2004.

La production de lin en 2005 s'est établie à près du double des niveaux de 2004, ayant atteint 1,1 million de tonnes. Alors qu'on a enregistré une production record de lin en Saskatchewan, la production totale a presque atteint le niveau record de 1,2 million de tonnes établi en 1970.

On a estimé la production de blé de printemps totale dans les provinces des Prairies à 18,3 millions de tonnes en 2005, en hausse d'environ 2 % comparativement à 2004. Les agriculteurs des Prairies ont déclaré que la production de blé dur a atteint 5,9 millions de tonnes, en hausse de 19 % comparativement à 2004, le rendement et les superficies récoltées ayant augmenté. La moyenne décennale (1995 à 2004) est de 4,6 millions de tonnes. Les agriculteurs des trois provinces des Prairies ont déclaré des augmentations de production.

Tableau 1 Production des principales grandes cultures¹, Canada, 2005

Culture	Superficie récoltée	Rendement ²	Production
	(en milliers d'hectares)	(kg par hectare)	(en milliers de tonnes)
Blé d'hiver	506.8	4100	2,072.3
Blé de printemps	7,023.0	2,700	18,788.1
Blé dur	2,296.6	2,600	5,914.6
Tout le blé	9,826.4	2,700	26,775.0
Avoine	1,326.3	2,600	3,432.3
Orge	3,888.8	3,200	12,481.2
Seigle d'automne	148.3	2,400	358.6
Céréales mélangées	108.9	2,800	303.1
Lin	803.3	1,300	1,082.0
Canola	5,282.6	1,800	9,660.2
Maïs-grain	1,095.8	8,600	9,460.8
Pois secs	1,319.3	2,300	3,099.8
Soya	1,169.3	2,700	3,161.3
Haricots blancs secs	68.8	1,700	117.9
Haricots de couleur	104.7	1,900	201.1
Lentilles	861.9	1,500	1,277.9
Graines de moutarde	206.3	1,000	201.4
Graines de tournesol	74.8	1,200	89.3
Alpiste des Canaries	186.1	1,200	227.2
Pois chiches	72.8	1,400	103.9
Maïs fourrager	205.1	36,400	7,469.0
Foin cultivé	6,650.5	4,000	26,629.4

1. Estimations de novembre 2005.

2. Rendement fondé sur la superficie récoltée.

Source : Statistique Canada, Série de rapports sur les grandes cultures, n° 8, no 22-002-XIB au catalogue.

► L'accroissement de la production de céréales et d'oléagineux a entraîné une baisse des prix

Les recettes des cultures au Canada ont fléchi de 7 % en 2005 par rapport à 2004. Elles étaient de 2 % inférieures à la moyenne quinquennale précédente.

Les mises en marché de maïs canadien ont augmenté de 4 % en 2005 à tout près de 6 milliards de tonnes, mais les revenus ont chuté de 20 % pour l'année étant donné que les prix ont fléchi de 23 %. Le maïs fourrager a rebondi à la fin de 2005 par suite de l'augmentation de l'offre et de la baisse des prix.

Le 15 décembre 2005, le Canada a imposé un droit compensateur de 1,90 \$CAN par boisseau sur l'importation du maïs des États-Unis en raison des subventions à la production élevées versées aux agriculteurs des États-Unis. Le 19 avril 2006, le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) a jugé que les importations de maïs-grain des États-Unis n'avaient causé aucun dommage, ni menaçaient

de causer du dommage, aux producteurs de maïs canadiens. Le 19 mai 2006, les Producteurs de maïs du Canada ont signalé qu'ils porteront en appel la décision du TCCE. Si ce jugement est confirmé, les droits imposés sur les importations de maïs-grain des États-Unis devront être levés et tous les droits perçus par le Canada seront remis.

Les recettes agricoles pour le soya ont augmenté de 25 % pour s'établir à 790 millions de dollars en 2005. Le volume élevé des mises en marché de soya qui a atteint 2,9 millions de tonnes — 59 % de plus qu'en 2004 et 35 % supérieur à la moyenne quinquennale — a compensé la chute des prix de 22 %.

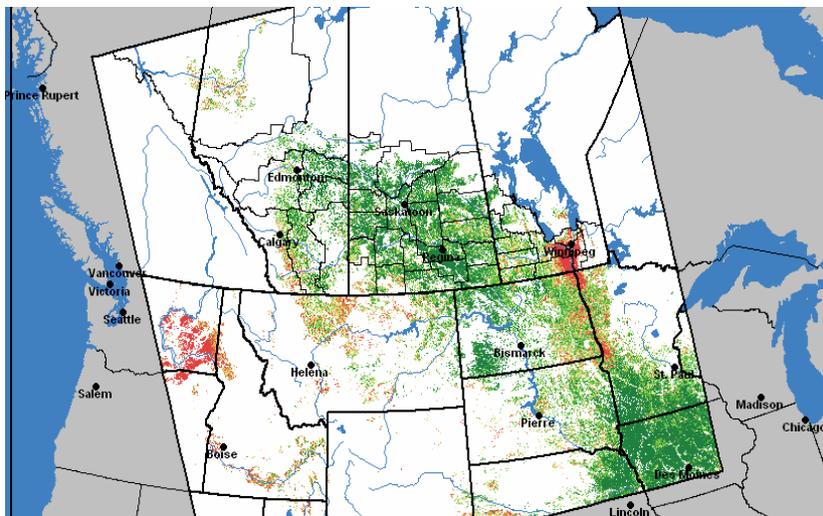
Les recettes du blé (sauf le blé dur) en 2005 ont chuté de 23 % pour s'établir à un peu moins de 2 milliards de dollars, les prix ayant fléchi de 23 % par rapport à 2004 et de 28 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. Les recettes de l'orge ont chuté de près de 21 % pour s'établir à 449 millions de dollars en 2005, la hausse de 14 % des mises en marché ayant été annulée par une baisse des prix de 31 %.

Les agriculteurs ont obtenu un peu moins de 2 milliards de dollars de la vente de canola en 2005, en baisse de 14 % par rapport à 2004. Les prix ont chuté de 24 %, atteignant presque les bas niveaux historiques, alors que les livraisons ont augmenté de 14 %.

► Les inondations au Manitoba ont réduit la production de cultures en 2005

De nombreux producteurs céréaliers du Manitoba ont connu une saison difficile en 2005. Les pluies printanières ont apporté une bonne dose de précipitations dans la plupart des secteurs de culture céréalière au Canada, mais, au Manitoba, une humidité excessive et des inondations dans certaines régions de la province ont retardé ou éliminé l'ensemencement (tel qu'indiqué par la zone en rouge sur l'image satellite du Manitoba).

Région inondée du Manitoba en 2005



Source : Statistique Canada, Section de l'analyse spatiale et applications géomatiques, 27 juin 2005.

► Le gel printanier en 2005 en Ontario dévaste les cultivateurs de raisins

L'année 2005 a été une mauvaise année pour les cultivateurs de raisins de l'Ontario, étant donné le gel qui a eu lieu au printemps et qui a dévasté les cultures. Les ventes de raisins canadiens ont glissé pour se fixer à environ 93 millions de livres ce qui correspond au deuxième plus bas niveau jamais observé. De nombreux cultivateurs ont déclaré que le temps froid avait détruit toutes leurs cultures. Les viticulteurs en Colombie-Britannique ont enregistré un niveau de ventes supérieur à celui de leurs homologues en Ontario pour la première fois en 2005. La vigne de l'espèce *vinifera* en Colombie-Britannique a dégagé le prix le plus élevé jamais obtenu, s'établissant à une moyenne de 0,81 \$ la livre en raison des conditions du marché.

► Les cultivateurs de légumes ont réduit leurs superficies

De mauvaises conditions du marché conjuguées au mauvais temps ont incité les cultivateurs de légumes à réduire leurs superficies cultivées de 12 %, celles-ci se fixant à un peu plus de 257 000 acres en 2005, alors que les superficies consacrées à la culture des fruits ont reculé légèrement pour s'établir à 242 000 acres.

La réduction des superficies consacrées à la culture de légumes est surtout attribuable à un recul de 22 % par rapport à 2004 des légumes destinés au marché de la transformation, ce qui comprend principalement les haricots, le maïs et les pois. De 2003 à 2005, la superficie cultivée en légumes destinés à la transformation a reculé de 75 %, recul que l'on pourrait expliquer par l'incidence de l'importation des légumes en conserve et surgelés sur le marché des légumes de transformation au Canada. Toutefois, la tomate de plein champ, destinée principalement au marché de la transformation, a connu une autre année forte, les ventes ayant atteint près de 84 millions de dollars.

Les revenus de l'horticulture, qui comprennent les fruits, les légumes, la floriculture, les pépinières et le gazon, ont diminué de 2 % pour s'établir à 4 milliards de dollars en raison d'une baisse des mises en marché. Ces cultures ont représenté 30 % des recettes totales des cultures.

Les recettes monétaires agricoles tirées des pommes de terre ont reculé de 3 % en 2005 comparativement à 2004 pour se chiffrer à 793 millions de dollars. L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré les recettes les plus élevées, suivi de près du Manitoba et de l'Alberta.

► **Les ventes des serres ont diminué pour la première fois en 2005**

Les fleurs coupées et les plantes pour plates-bandes ont déjà constitué l'essentiel du secteur des serres au Canada. Les choses ont changé pendant les années 1990 lorsque les produits de serre comme les concombres, les piments et les tomates sont devenus offerts pendant presque toute l'année par les serres du Canada.

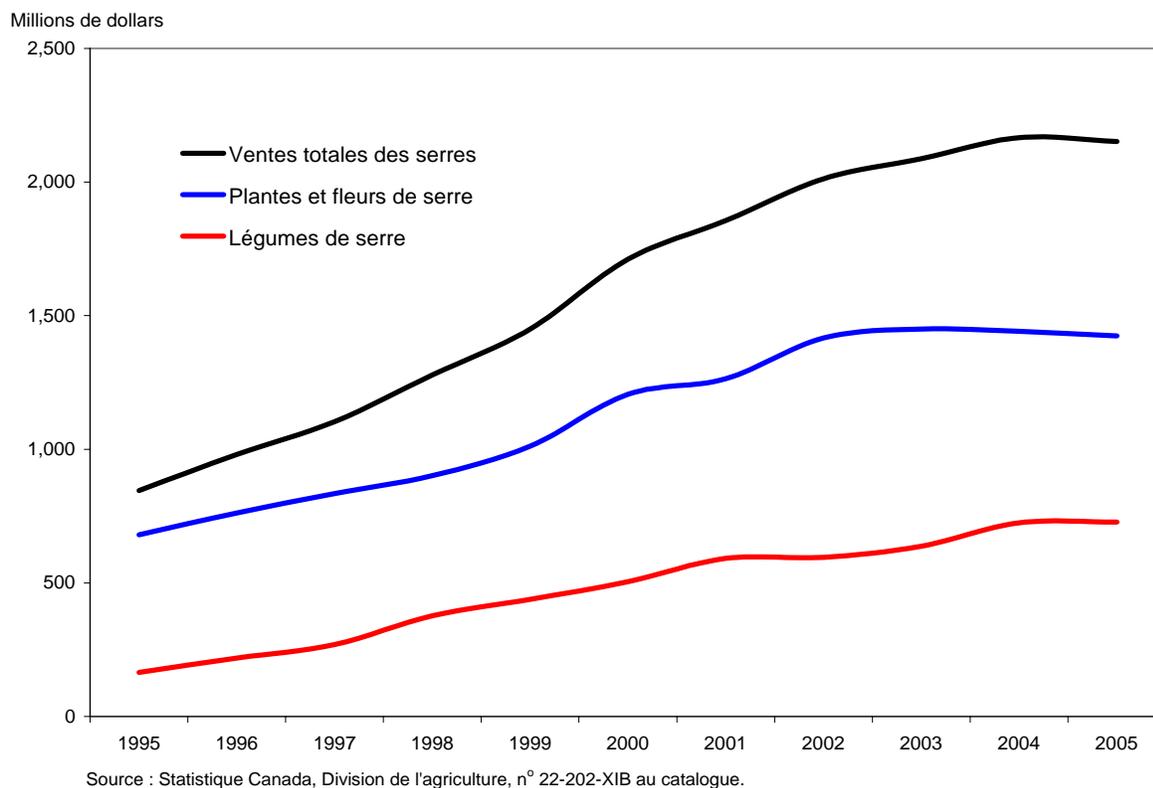
Les exploitants de serres, en plus de répondre à la demande grandissante des Canadiens, ont commencé à expédier leurs produits aux états adjacents des États-Unis au cours de la deuxième moitié des années 1990. Ce commerce a été aidé en cela par la faible valeur du dollar canadien et la mise en œuvre de l'Accord commercial Canada-États-Unis de 1988, qui mettaient fin aux droits sur les exportations de nombreux produits alimentaires.

La superficie sous verre et plastique des 3 425 serres du Canada a atteint 214 millions de pieds carrés en 2005, en hausse de 2 % par rapport à 2004 et de 85 % par rapport à ce qu'elle était il y a dix ans. L'Ontario continue d'être à la pointe de cette expansion, 53 % de la superficie des serres se trouvant dans cette province, suivie de la Colombie-Britannique (25 %) et du Québec (12 %). En 2005, 55 % de la superficie était consacrée aux fleurs et aux plantes et 45 %, aux légumes.

Les ventes combinées de produits de serre se sont élevées à 2,15 milliards de dollars en 2005, celles-ci ayant connu une légère baisse comparativement aux ventes records de 2,16 milliards de dollars en 2004. Il s'agit de la première baisse des ventes tirées des serres observée depuis le début de l'enquête annuelle sur l'industrie des serres de Statistique Canada, en 1995. La baisse des ventes en 2005 était principalement attribuable à la diminution de la production de fleurs coupées qui a été entraînée par la concurrence accrue des importations.

Les exploitants de serres ont déclaré une augmentation de leurs dépenses d'exploitation totales, celles-ci ayant atteint 1,96 milliard de dollars étant donné la hausse des dépenses pour les salaires et le carburant en 2005. On comptait 42 620 personnes qui travaillaient (à temps plein et à temps partiel) au sein de l'industrie des serres au Canada, leur masse salariale annuelle brute s'élevant à près de 518 millions de dollars.

Figure 12 Les ventes des serres au Canada ont diminué pour la première fois en 2005

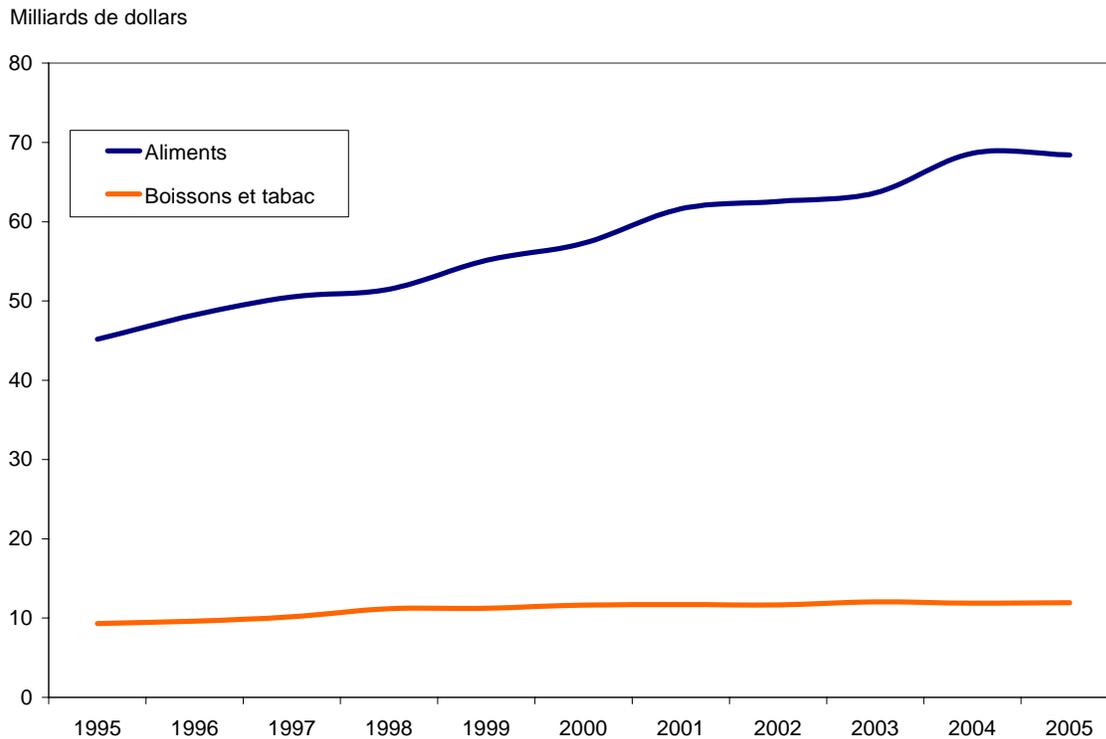


Fabrication d'aliments et demande des consommateurs

► Le secteur de la transformation des aliments au Canada a été vigoureux en 2005

Les expéditions de produits alimentaires transformés du Canada ont tout juste dépassé 68 milliards de dollars en 2005, ayant accusé une faible baisse de 0,3 % comparativement à l'année précédente. Les expéditions de boissons et de produits du tabac ont ajouté 12 milliards de dollars, en hausse légère (+0,5 %) comparativement à 2004, les boissons ayant plus que compensé le recul des produits du tabac.

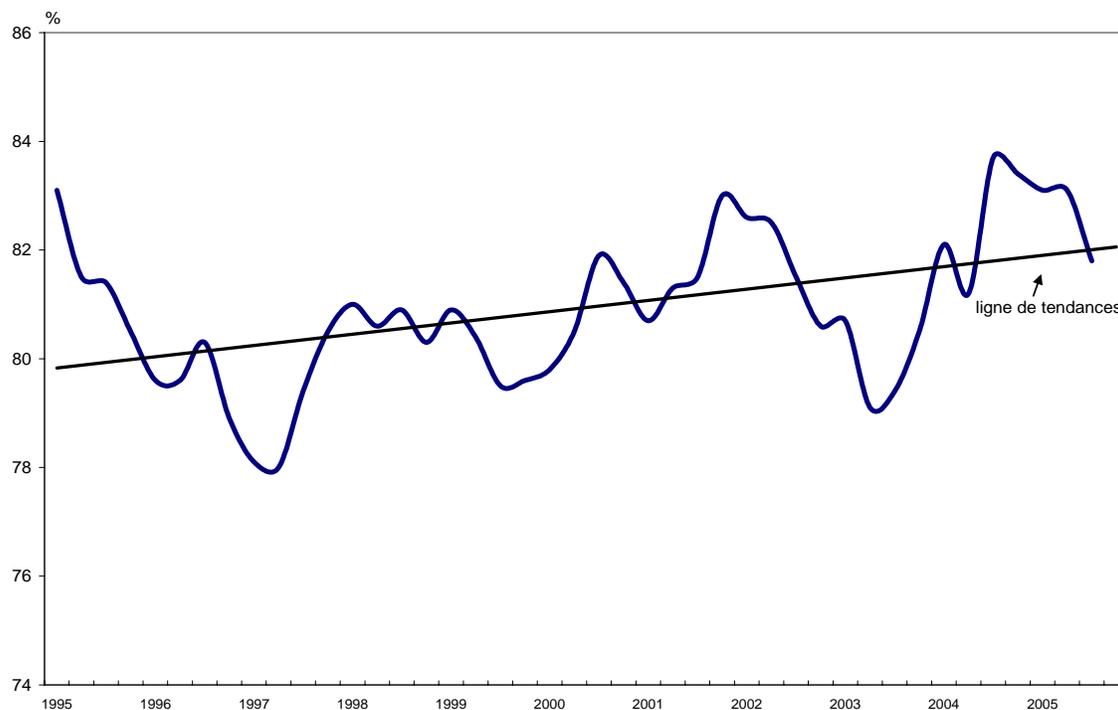
Figure 13 Les livraisons manufacturières d'aliments et de boissons ont été stables en 2005



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau, 304-0014.

L'utilisation de la capacité de transformation alimentaire au cours du dernier trimestre de 2004 a atteint 84 %, soit le niveau le plus élevé de la dernière décennie. En 2005, l'utilisation de la capacité de transformation alimentaire a subi un bref recul par rapport aux niveaux de 2004, mais a continué d'être vigoureuse pour s'établir à environ 82 %.

Figure 14 L'utilisation de la capacité de fabrication des aliments tend à augmenter



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 028-0002.

► **La demande des consommateurs évolue**

Les changements survenus dans la demande des consommateurs ont entraîné des modifications importantes de la production agricole au Canada. L'intérêt pour la cuisine internationale a été stimulé par la population diversifiée du Canada et l'augmentation des exportations vers des marchés étrangers. Par ailleurs, les consommateurs sont devenus de plus en plus soucieux de leur santé, ce qui se traduit par de nouvelles demandes alimentaires.

Les Canadiens semblent également manger plus et prendre plus de collations. Statistique Canada a élaboré une série de données expérimentales qui permettent d'estimer l'équivalent nutritionnel de la consommation alimentaire quotidienne par Canadien, mesurée en kilocalories³. Selon ces statistiques, on estime qu'en moyenne 2 674 kilocalories ont été consommées tous les jours par personne en 2004, soit 16 % de plus qu'en 1984.

La plus importante augmentation en pourcentage de kilocalories durant cette période de 20 ans a été enregistrée dans les volailles, les huiles et les gras (plus précisément les huiles végétales), les légumineuses à grains et les noix, de même que les produits céréaliers (plus particulièrement le riz et l'avoine).

3. Les données présentées sont de nature expérimentale et doivent être utilisées avec prudence. Les données sur les éléments nutritifs ont été rajustées pour tenir compte des pertes qui peuvent survenir dans les points de vente au détail, les ménages, lors de la cuisson ou dans l'assiette.

Les aliments pour lesquels la prise alimentaire de kilocalories par les consommateurs a reculé comprennent la viande (consommation réduite plus adoption de coupes de viande rouge plus maigre), le poisson, le sucre et le sirop, ainsi que les œufs. Tandis que la consommation d'éléments nutritifs tirés des produits laitiers est demeurée relativement constante si l'on compare ces deux périodes, des changements se sont produits dans le genre de produits laitiers consommés. Par exemple, les Canadiens ont adopté de plus en plus de produits laitiers écrémés ou partiellement écrémés, une plus grande variété de fromages et yogourt et moins de crème glacée.

Tableau 2 Éléments nutritifs consommés par les Canadiens par personne

	Variation en		
	1984	2004	%
énergie en kilocalories			
Produits céréaliers	495	666	35
Huiles et gras	360	543	51
Boissons	279	307	10
Sucre et sirop	326	283	-13
Produits laitiers	262	265	1
Viande	242	211	-13
Légumes	92	101	10
Légumineuses et noix	63	88	40
Volaille	52	83	60
Fruits	67	70	4
Œufs	35	31	-11
Poisson	28	26	-7
Total, énergie	2 301	2 674	16

Source : Statistique Canada, Statistiques sur les aliments au Canada, CD-ROM no 23F0001XCB au catalogue, novembre 2005.

Tandis que la sécurité et la salubrité alimentaire est importante pour les Canadiens et les consommateurs à l'échelle internationale, l'agriculture canadienne ne produit pas que des aliments. De plus en plus, les agriculteurs mettent sur le marché des produits non alimentaires – entre autres l'éthanol, le biodiesel, les matériaux de construction, les aliments fonctionnels et les produits environnementaux. Il s'ensuit que les agriculteurs canadiens et les fabricants produisent un large éventail de produits d'origine agricole plus que jamais auparavant.

Questions liées au commerce agricole

► Les exportations agricoles du Canada en 2005 se sont élevées à 30 milliards de dollars

Les Canadiens exportent environ la moitié des aliments qu'ils produisent et importent environ la moitié des aliments qu'ils consomment, ce qui fait du Canada l'une des nations les plus dépendantes au monde du commerce agricole. La ronde de négociations commerciales multilatérales de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a commencé en 2001 et se poursuit jusqu'à nos jours. Les pays membres de l'OMC se sont engagés à « des négociations globales visant à : des améliorations substantielles de l'accès aux marchés; des réductions, de toutes les formes de subventions à

l'exportation en vue de leur retrait progressif; et des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges ».

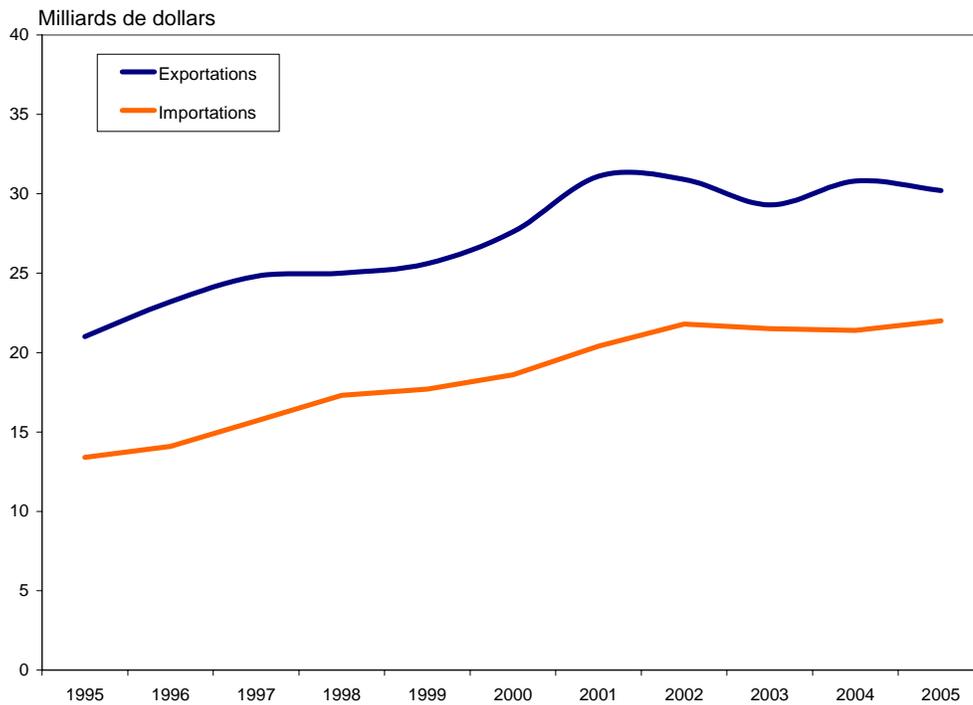
Pour certaines entreprises agricoles, comme celles qui sont engagées dans l'élevage de bovins, de porcins et la culture de légumes de serre, le commerce avec les États-Unis et d'autres pays a suscité des occasions de prendre une expansion sur de nouveaux marchés importants. Mais les « chocs » commerciaux peuvent être dévastateurs, comme cela a été démontré quand la frontière canadienne a été fermée aux exportations de bovins vivants et de produits du bœuf au printemps de 2003 à cause de l'ESB.

En 2005, le Canada a exporté 30,2 milliards de dollars de produits agricoles et du poisson, en baisse de 1,7 % comparativement à l'année précédente, mais en hausse de 0,9 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. La viande, le poisson et les animaux vivants ont constitué environ 38 % des exportations, tandis que les céréales et les oléagineux et leurs produits ont représenté 28 % des exportations; les 34 % qui restent ont été des exportations de boissons alcoolisées et d'autres produits alimentaires, d'aliments pour animaux, de boissons et de produits du tabac.

Les exportations d'animaux vivants ont augmenté de près de 77 % comparativement à 2004 par suite de la reprise du commerce des bovins et des veaux (de moins de 30 mois) avec les États-Unis après 26 mois d'embargo sur les exportations à cause de l'ESB. Les exportations de blé ont chuté de 23 %, principalement en raison de la réduction de la demande par la Chine.

Le Canada a importé 22,0 milliards de dollars de produits agricoles et de produits du poisson en 2005, en hausse de 3,1 % comparativement à l'année précédente et de 6,1 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. Environ 29 % des importations ont été des fruits et des légumes; 29 %, des boissons, du cacao, du café, du thé et autres aliments préparés; 18 %, du poisson, de la viande et des animaux vivants; et les 24 % qui restent, principalement des produits céréaliers, du sucre, du fourrage et des aliments pour animaux.

Figure 15 Commerce des produits agricoles et des produits du poisson, Canada



Source : Statistique Canada, Division du commerce international.

Pour résumer, l'excédent commercial net du Canada dans les produits agricoles et les produits du poisson a diminué de 12,7 % entre 2004 et 2005, passant de 9,4 milliards de dollars à 8,2 milliards de dollars.

Tableau 3 Commerce des produits agricoles et des produits du poisson, Canada

	2004	2005	2004 à 2005	2005
	en millions de \$		variation en %	% du total
Exportations	30,759	30,237	-1,7	100,0
Viandes et préparations de viandes	4 986	5 102	2,3	16,9
Poissons et préparations de poissons	4 871	4 699	-3,5	15,5
Animaux vivants	873	1 542	76,6	5,1
Blé	3 503	2 685	-23,4	8,9
Farine de blé	85	80	-5,9	0,3
Orge	324	362	11,7	1,2
Autres céréales non moulues	317	313	-1,3	1,0
Autres préparations céréalières	2 214	2 249	1,6	7,4
Graine de colza	1 420	1 297	-8,7	4,3
Autres produits légumiers bruts	1 545	1 581	2,3	5,2
Boissons alcoolisées	1 231	1 044	-15,2	3,5
Autres aliments, fourrage, boissons et produits du tabac	9 391	9 283	-1,2	30,7
Importations	21 371	22 037	3,1	100,0
Fruits frais et baies	2 071	2 205	5,6	10,0
Fruits séchés, fruits et préparations à base de fruits	1 101	1 137	6,5	5,2
Légumes frais	1 645	1 716	4,3	7,8
Autres légumes et préparations à base de légumes	1 239	1 335	7,7	6,1
Cacao, café, thé et autres préparations alimentaires	3 593	3 694	2,8	16,8
Boissons	2 356	2 600	10,4	11,8
Poisson et animaux marins	1 804	1 822	1,0	8,3
Viandes et préparations de viandes	1 310	1 455	11,1	6,6
Produits laitiers, œufs et miel	638	617	-3,3	2,8
Animaux vivants	138	144	4,3	0,7
Autres céréales et préparations céréalières	1 455	1 488	2,3	6,8
Sucre et préparations à base de sucre	1 141	1 241	8,8	5,6
Produits légumiers bruts	1 257	1 150	-8,5	5,2
Fourrage, aliments pour animaux, sauf céréales non moulues	1 008	891	-11,6	4,0
Maïs égrené	365	343	-6,0	1,6
Tabac	107	121	13,1	0,5
Coton	142	79	-44,4	0,4
Balance commerciale nette	9 388	8 200	-12,7	...

Nota : Méthode de la balance des paiements, données désaisonnalisées.

Source : Statistique Canada, Division du commerce international.

Recensement de l'agriculture de 2006

Le Recensement de l'agriculture, qui est réalisé tous les cinq ans, donne un aperçu de l'ensemble de l'industrie et suit l'évolution des tendances et de sa structure. Le dernier recensement vient tout juste d'avoir lieu, le 16 mai 2006. Le Recensement de l'agriculture est la seule source de renseignements qui recueille et publie des données jusqu'au niveau des communautés et il fait le point sur l'industrie pour grand nombre de groupes, y compris les exploitants agricoles, les associations agricoles, les entreprises agricoles, le grand public, les gouvernements et les universitaires. Les données seront diffusées par Statistique Canada le 16 mai 2007.